

L'an deux mille quatorze, le neuf avril, à vingt-heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Date de convocation :

Le 3 avril 2014

Date d'affichage :

Le 3 avril 2014

Nombre de conseillers :

En exercice : **19**

Présents : **17**

Votants : **19**

Quorum : **10**

Mme Sophie MÉTADIER, Mme Michelle Cournarie, M. Philippe MÉREAU, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Gaëlle JAN, M. Jérôme TARNIER, Mme Michèle GRATADE, Mme Dominique BOUC, M. Dominique BERTHAULT, Mme Anne LEGER, M. Thierry HÉRAULT, Mme Nicole MARCHAIS, M. John COURMADIAS, M. François VERDIER-PINARD, Mme Mireille PENISSARD, M. Alain DUMONT, Mme Aurélie PÉRINET.

Absents excusés :

Mme Nathalie MARQUENET (pouvoir à Mme MÉTADIER), M. Joël ANTIER (pouvoir à M. TARNIER).

M. Philippe MÉREAU est élu secrétaire.

PV du conseil municipal du 28 mars 2014 :

Remarque de M. Dumont : Le compte-rendu ne mentionne pas sa remarque sur la difficulté de se prononcer début avril sur le budget, alors la commission de finances n'est pas nommée et que le délai pour étudier le budget est trop court.

Sous réserve de l'ajout de cette remarque, le PV du conseil municipal du 28 mars 2014 est approuvé à l'unanimité.

DCM2014-034. CONSTITUTION DES COMMISSIONS

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que selon les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut former des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Les Commissions ont un rôle consultatif et interviennent en amont de la délibération du Conseil Municipal. Le Conseil Municipal n'est pas tenu de suivre les avis des Commissions. Le Maire est président de droit de ces commissions. Les commissions sont exclusivement composées de conseillers municipaux. Au cours de la première réunion, les commissions désignent un vice-président chargé de les convoquer et de présider si le maire est absent ou empêché.

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de désigner les membres des Commissions au scrutin public.

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide de désigner les membres des Commissions au scrutin public.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal les commissions suivantes :

- Commission "Finances"
- Commission "Personnel communal"
- Commission "Tourisme, culture, communication"
- Commission "Associations, Sports"
- Commission "Affaires scolaires et jeunesse"
- Commission " Bâtiments, voirie"

- Commission "Action sociale, personnes âgées, logement"
- Commission " Cimetière"
- Commission "Urbanisme, PLU, AVAP"

Mme le Maire demande quels sont les conseillers qui souhaitent participer à ces commissions.

Mme le Maire fait remarquer que la répartition des membres dans les commissions ne suit pas strictement la règle de la proportionnelle. M. Verdier-Pinard et ses colistiers donnent leur accord.

Après avoir voté, le Conseil municipal désigne, à l'unanimité, les commissions suivantes:

Commission "Finances" : Mme Métadier, Mme Cournarie, M. Méreau, M. Dupas, Mme Jan, Mme Gratade, M. Verdier-Pinard, M. Dumont.

Commission "Personnel communal": Mme Métadier, Mme Cournarie, M. Méreau, M. Dupas, Mme Jan, Mme Gratade, Mme Bouc, M. Dumont.

Commission "tourisme, culture, communication": Mme Métadier, Mme Cournarie, Mme Gratade, M. Antier, Mme Bouc, Mme Léger, M. Hérault, Mme Marquenet, Mme Pénissard, M. Dumont.

Commission "Associations, Sports": Mme Métadier, Mme Cournarie, Mme Gratade, Mme Bouc, Mme Léger, Mme Marquenet, Mme Périnet.

Commission "Affaires scolaires et jeunesse": Mme Métadier, M. Méreau, Mme Jan, Mme Marchais, Mme Marquenet, Mme Pénissard.

Commission " Bâtiments, Voirie": Mme Métadier, M. Méreau, M. Dupas, M. Tarnier, M. Berthault, Mme Marchais, M. Courmadias, M. Verdier-Pinard.

Commission "Action sociale, personnes âgées, logement": Mme Métadier, Mme Jan, Mme Gratade, M. Courmadias, M. Dumont.

Commission " Cimetière": Mme Métadier, M. Méreau, M. Dupas, Mme Marchais, M. Verdier-Pinard.

Commission "Urbanisme, PLU, AVAP": Mme Métadier, M. Méreau, M. Berthault, Mme Marchais, M. Courmadias, M. Verdier-Pinard.

DCM2014-035. REPRESENTATION DE LA COMMUNE AUPÈS DES SYNDICATS, EPCI ET ORGANISMES EXTÉRIEURS.

Mme le Maire rappelle au Conseil municipal les articles L 2121-21, L 2121-33 et L 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la désignation de délégués pour siéger au sein des syndicats et organismes extérieurs.

Mme le Maire rappelle qu'il est nécessaire de nommer des représentants pour les organismes extérieurs suivants :

- SITS (SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE TRANSPORT SCOLAIRE DU LOCHOIS) :
- CAVITES 37 (SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA SURVEILLANCE DES CAVITÉS SOUTERRAINES ET DES MASSES ROCHEUSES INSTABLES D'INDRE ET LOIRE):
- SIEIL (SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉNERGIE D'INDRE ET LOIRE)

- SICALA (SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DE LA LOIRE ET DE SES AFFLUENTS)
- CNAS (COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE)
- Association ALLIANCE DES BEAULIEU DE FRANCE
- Association LES AMIS DE SAINT-LAURENT
- Association ANVPAH & VSPP (ASSOCIATION NATIONALE DES VILLES ET PAYS D'HISTOIRE ET VILLES A SECTEURS SAUVEGARDES ET PROTEGES)
- Association du COMICE AGRICOLE
- Association COMITE DE JUMELAGE LOCHES-WERMELSKIRCHEN
- Association NACEL (NOUVELLES ASPIRATIONS CULTURELLES EN LOCHOIS)

Mme le Maire sollicite les conseillers municipaux pour connaître leur souhait de représenter la commune et propose de voter pour désigner les délégués.

Après avoir voté, le Conseil municipal désigne, à l'unanimité, les délégués suivants :

SITS (SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE TRANSPORT SCOLAIRE DU LOCHOIS) :

- 2 titulaires : Mme Métadier et M. Méreau
- 2 suppléants : Mme Bouc et Mme Léger

CAVITES 37 (SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA SURVEILLANCE DES CAVITÉS SOUTERRAINES ET DES MASSES ROCHEUSES INSTABLES D'INDRE ET LOIRE):

- 1 titulaire : M. Verdier-Pinard
- 1 suppléant : M. Dupas
-

M. Verdier-Pinard demande l'organigramme de ce syndicat. Mme Métadier lui apporte quelques éléments.

SIEIL (SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉNERGIE D'INDRE ET LOIRE)

- 1 titulaire : M. Dupas
- 1 suppléant : Mme Métadier

SICALA (SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DE LA LOIRE ET DE SES AFFLUENTS)

- 1 titulaire : Mme Métadier
- 1 suppléant : M. Hérault
-

M. Verdier-Pinard demande quelle est la mission de ce syndicat. Mme Métadier lui précise quelques éléments.

CNAS (COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE)

- 1 titulaire : Mme Bouc
- 1 suppléant : Mme Cournarie

Association ALLIANCE DES BEAULIEU DE FRANCE

- 1 délégué : Mme Cournarie

Association LES AMIS DE SAINT-LAURENT

- 3 délégués : Mme Léger, M. Hérault, M. Dumont.

Association ANVPAH & VSPP (ASSOCIATION NATIONALE DES VILLES ET PAYS D'HISTOIRE ET VILLES A SECTEURS SAUVEGARDES ET PROTEGES)

- 1 titulaire : Mme Métadier
- 1 suppléant : Mme Cournarie

Association du COMICE AGRICOLE

- 1 titulaire : M. Tarnier
- 1 suppléant : M. Méreau

Association COMITE DE JUMELAGE LOCHES-WERMELSKIRCHEN

- 1 délégué : Mme Métadier

Association NACEL (NOUVELLES ASPIRATIONS CULTURELLES EN LOCHOIS)

- 1 titulaire : Mme Cournarie
- 1 suppléant : Mme Métadier

DCM 2014-036. VOTE DES TAXES 2014.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que celui-ci doit voter annuellement les taux des trois taxes communales : taxe d'habitation, taxe foncière bâtie et taxe foncière non bâtie.

Mme le Maire propose de ne pas augmenter les taux, et de reprendre ceux de l'an dernier qui sont les suivants :

- Taxe d'habitation : 12,71 %
- Taxe foncière bâtie : 13,76 %
- Taxe foncière non bâtie : 44.48 %

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité:

- Décide de ne pas augmenter les taux des trois taxes communales soit pour 2014 :
 - Taxe d'habitation : 12,71 %
 - Taxe foncière bâtie : 13,76 %
 - Taxe foncière non bâtie : 44.48 %
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

M. Verdier-Pinard demande si les taux vont augmenter? M. Méreau précise que les taux n'augmentent pas mais que les bases d'imposition augmentent de 0,9%.

DCM 2014-037. VOTE DU BUDGET PREVISIONNEL 2014.

Mme le Maire précise que le projet de budget a été étudié lors de nombreuses réunions avant les élections du 23 mars et présenté aux nouveaux élus lors de la réunion de travail du 7 avril 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur le budget 2014 de la commune, ce document s'équilibrant en dépenses et en recettes de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 1 228 280.72 €
- Section d'investissement : 1 498 569.80 €

Mme le Maire explique les principales lignes du BP2014. M. Dumont remarque que le BP peut être voté jusqu'au 30 avril 2014. M. Dumont remarque que les chiffres ont évolué sur le presbytère, suite aux questions soulevées lors de la réunion de préparation du budget du 7 avril.

M. Dumont regrette qu'il n'y ait pas de ligne pour la création d'une supérette et pour la mise en place d'un transport en commun. Mme le maire fait remarquer que le coût d'un transport en commun, s'il est mis en place en septembre, rentrera dans le budget de fonctionnement et précise que le budget peut évoluer en cours d'année si nécessaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. Verdier-Pinard, Mme Pénissard, M. Dumont, Mme Périnet) :

- Vote le budget 2014 tel que proposé.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2014-038. VOTE DES SUBVENTIONS 2014.

Mme COURNARIE, adjointe en charge des associations, donne des explications sur l'évolution des subventions prévues avec la répartition suivante des subventions communales pour l'année 2014.

Article	Dépenses	Pour mémoire 2013	Demandes 2014	Propositions 2014
6574	Subventions aux pers.de droit privé			
65742	Amicale du personnel	2 000,00 €	1 800,00 €	1 800,00 €
	Amis de Saint-Laurent Amis de saint Laurent (Festival Jeune Public)	9500,00 € 1500,00 €	11 500,00 €	11 000,00 €
	Anciens combattants, UNCAF	155,00 €	155,00 €	155,00 €
	Coopérative Scolaire Maternelle	1 750,00 €	1 750,00 €	1 750,00 €
	Coopérative Scolaire Primaire	2 660,00 €	2 660,00 €	2 660,00 €
	Familles Rurales (fonctionnement)	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
	Familles Rurales manifestation	400,00 €	400,00 €	400,00 €
	SAD (animaux en détresse)	100,00 €	100,00 €	100,00 €
	Sonates d'Automne	5 500,00 €	5 500,00 €	5 500,00 €
	Souvenir Français	50,00 €	50,00 €	50,00 €
	Banque alimentaire	200,00 €	200,00 €	200,00 €
	ADMR	200,00 €	200,00 €	200,00 €
	Resto du cœur	200,00 €	200,00 €	200,00 €
	UNRPA	320,00 €	320,00 €	320,00 €
	Page à Page	1 200,00 €	1 600,00 €	1 200,00 €
	Maladie Alzheimer CLIC Sud Touraine	100,00 €	100,00 €	100,00 €
	Prévention routière	50,00 €	50,00 €	50,00 €
	Petits Jardins	400,00 €	400,00 €	400,00 €
	Années 60 à Beaulieu	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	B2X	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	Beaulieu-Loches-Ferrière Animations		1 000,00 €	1 000,00 €
	Asso. mémorial des combattants tombés en AFN		Une participation	200,00 €
	Croix Rouge (épicerie sociale)	0,00 €	0,00 €	100,00 €
	Imprévus	2 215,00 €		3 115,00 €
	TOTAL	32 000,00 €	29 485,00 €	32 000,00 €
65741	Cantine, garderie centre de loisirs			
	Familles Rurales (cantine)	2 720,00 €	3 260,00 €	3 260,00 €
	Familles Rurales (garderie)	1 400,00 €	1 800,00 €	1 800,00 €
	Familles Rurales Ferrière ALSH	8 700,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €
	TOTAL	12 820,00 €	11 060,00 €	11 060,00 €

Mme GRATADE et M. MÉREAU, Présidents d'associations concernées par la délibération, ne prennent pas part au vote, donc 17 votants.

M. Dumont explique que, comme la commission de finances et celles des associations ne se sont pas réunies,, il est difficile de participer au vote. Il s'étonne que des associations nouvellement créées reçoivent déjà des subventions (B2X, LBF Animation par exemple), que le montant de la subvention aux Sonates d'automne soit

maintenue alors qu'il y a moins de concerts, et que certaines associations n'ont pas beaucoup d'intérêt pour les Bellilociens (SAD (animaux en détresse)).

Mme Cournarie explique que l'aide aux associations passe non seulement par un soutien financier mais aussi par une aide "matérielle" (prêt de salles ou de matériel, mise à disposition de personnel, ...) et que les associations sont indispensables à la vie de la commune. M. Dupas rappelle par exemple que le personnel communal participe au montage du barnum pour toutes les manifestations des associations.

Mme Cournarie rappelle que pour toutes les demandes de subvention supérieure ou égale 1 000€, les associations doivent remplir un formulaire normalisé Cerfa comprenant une description des actions et un budget prévisionnel. Concernant les Sonates d'automne, le nombre de concerts sur Beaulieu est le même depuis plusieurs années et en 2014, un concert supplémentaire aura lieu le vendredi.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter la répartition des subventions ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. Verdier-Pinard, Mme Pénissard, M. Dumont, Mme Périnet):

- Vote les subventions 2014, telles que définies ci-dessus.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2014-039. PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX CENTRES DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune verse une subvention de fonctionnement à Familles Rurales, association gestionnaire du Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH) La Ribambelle à Ferrière-sur-Beaulieu, qui accueille les enfants de 3 à 12 ans pendant les vacances scolaires (hors week-end et jours fériés).

Toutefois, la fréquentation du CLSH par les enfants de Beaulieu peut être impossible dans les cas suivants :

- pour les jeunes de moins de 12 ans, pendant les périodes de fermeture du centre de loisirs la Ribambelle ou quand la capacité maximale d'accueil de la Ribambelle est atteinte,
- pour les jeunes de plus de 12 ans.

La commune verse alors une aide financière aux familles concernées par l'un de ces cas, en fonction de leur niveau d'imposition.

Mme le Maire propose que, pour 2014, cette aide soit de 5 € par jour et par enfant, selon la durée suivante :

- Pour une imposition inférieure à 600 € : 20 jours par an maximum.
- Pour une imposition entre 600 € et 1 000 € : 10 jours par an maximum.
- Pour une imposition supérieure à 1 000€ : pas d'aide financière.

Cette aide ne s'applique pas aux week-end et jours fériés, pour lesquels la commune n'apporte aucune aide financière.

Cette aide sera versée aux familles de Beaulieu-Lès-Loches qui en feront la demande sur présentation d'un relevé d'identité bancaire, de l'avis d'imposition de la famille, de la facture du centre de loisirs (CLSH) et, pour les jeunes de moins de 12 ans, d'un justificatif du centre de loisirs de Ferrière attestant sa fermeture ou son incapacité à accueillir le jeune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- rappelle que la commune participe financièrement, en proportion du nombre d'enfants bellilociens accueillis, au centre de loisirs sans hébergement la Ribambelle de Familles Rurales à Ferrière-sur-Beaulieu.
- décide que pour les jeunes bellilociens de plus de 12 ans, mais aussi pour les plus jeunes quand la Ribambelle est fermée ou n'est pas en mesure d'accueillir l'enfant, la commune verse à la famille une participation financière d'un montant de 5 € par jour et par enfant, selon la durée suivante (hors week-end et jours fériés), en fonction de son niveau d'imposition :
 - Pour une imposition inférieure à 600 € : 20 jours par an maximum
 - Pour une imposition entre 600 € et 1 000 € : 10 jours par an maximum
 - Pour une imposition supérieure à 1000 € : pas d'aide financière
- Dit que ces participations seront versées aux familles de Beaulieu-Lès-Loches qui en feront la demande uniquement sur présentation de l'avis d'imposition, de la facture du centre de loisirs sans hébergement fréquenté, d'un relevé d'identité bancaire et pour les jeunes de moins de 12 ans, d'un justificatif du centre de loisirs de Ferrière attestant sa fermeture ou son incapacité à accueillir le jeune.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.
- Dit que cette délibération sera adressée pour information aux centres de loisirs de Ferrière-sur-Beaulieu, Loches et Saint-Jean-Saint-Germain.

DCM 2014-040. PARTICIPATION DU COMITE NATIONAL DES AFFAIRES SOCIALES.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 3 novembre 2008, il a été accepté l'installation du siège de la délégation départementale du CNAS d'Indre-et-Loire à la mairie de Beaulieu-Lès-Loches. Une convention de partenariat a été signée.

Mme le Maire propose de demander au CNAS une participation financière de 475 € pour l'année 2014 pour les frais occasionnés et la mise à disposition du personnel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide de demander au CNAS une participation financière de 475 € pour l'année 2014 pour les frais occasionnés et la mise à disposition de personnel.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2014-041. PRIX DES SPECTACLES 2014.

Mme COURNARIE, adjointe en charge de la culture rappelle au Conseil Municipal qu'il doit fixer les prix des différentes manifestations et animations organisées par la Commune et propose de conserver les tarifs 2013. Les sommes seront encaissées dans la régie des divers.

Mme COURNARIE propose les prix suivants :

- Spectacles, concerts, pièces de théâtre : entrée 10 €, gratuit pour les moins de 12 ans.
- Ateliers pour enfants et jeux de piste : 3.50 €
- Spectacle de Noël : 3€ par personne.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Donne son accord pour les prix des différentes manifestations et animations organisées par la commune.
- Dit que les sommes seront encaissées dans la régie des divers.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2014-042. TARIFS DES LOCATIONS DE SALLES ET MATERIEL 2014.

Mme le Maire propose de conserver les mêmes tarifs que l'année dernière.

Lieux			Loueurs Bellilociens		Loueurs extérieurs		Caution
			hiver	été	hiver	été	152 €
Salle des fêtes (grande salle + petite + cuisine)	Semaine (1 jour)		100 €	90 €	125 €	112 €	
	week-end (2 jours)		160 €	140 €	190 €	170 €	
Petite salle des fêtes			20 €	15 €	25 €	20 €	
Salle de lecture			20 €	15 €	25 €	20 €	
Salle des anciens			20 €	15 €	25 €	20 €	
Salle des templiers (par jour)	rez-de-chaussée		30 €	20 €	40 €	30 €	
	au premier étage		70 €	60 €	80 €	70 €	
Saint-Laurent			185 €	85 €	205 €	105 €	
Club house salle de danse			30 €	20 €	40 €	30 €	
Nettoyage à 40 € de l'heure							
Matériels		unité			Caution pour une location de plusieurs matériels 50 €		
Cube		4 €					
Chaise pliante		0.70 €					
Banc		2 €					
Table bois GM		3.80 €					
Barrière		3.80 €					
Barnum		Montage et démontage par le personnel communal		Montage et démontage par un agent communal et le loueur accompagné au minimum de deux personnes.		Indemnités kilométriques	Caution
		1 jour en semaine	Week-end	1 jour en semaine	Week-end	0.35 €/km	500 €
		150 €	160 €	80 €	100 €		
Toilettes sèches	1 toilette	50 €	60 €	La commune ne fournit pas la sciure et le locataire est responsable des consommables et devra gérer l'épandage de la production.			150 €
	2 toilettes	80 €	100 €				

La municipalité se réserve le droit d'attribuer la gratuité pour certaines manifestations.

Mme le Maire précise que les associations bellilociennes bénéficient de la gratuité pour les locaux. M. Verdier-Pinard demande combien de salles sont disponibles à la location et combien cela rapporte par an. M. Dumont s'inquiète de la gratuité pour les associations à but lucratif. Mme le Maire rappelle que les associations ne sont pas à but lucratif. Par contre, certaines associations ont du personnel salarié, ce qui est une bonne chose. Mme le Maire propose que cette question soit réétudiée en commission.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide d'appliquer les tarifs de location de salles et de matériel tels que décrit ci-dessus pour 2014,
- Dit que la municipalité se réserve le droit d'attribuer la gratuité pour certaines manifestations
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2014-043. CHOIX DES ENTREPRISES TRAVAUX RUE DE LA CHARBONNERIE.

Madame le Maire explique au Conseil Municipal qu'une consultation a eu lieu pour les travaux de réfection de la rue de la Charbonnerie. Trois entreprises ont répondu à l'appel d'offres, une quatrième a fait part de son carnet de commandes trop rempli pour répondre. Le cabinet Lacaze, maître d'œuvre, a procédé à l'analyse des offres.

La commission d'Appel d'Offre en Procédure Adaptée s'est réunie le 2 avril pour examiner les offres et leur analyse. L'offre la plus avantageuse est celle de l'entreprise EIFFAGE, qui a obtenu une note de 19.50/20. La commission a également examiné les offres de mission SPS pour ce chantier.

La commission propose de retenir :

- Pour les travaux, la société EIFFAGE pour un montant de 173 438.50 € HT, soit 208 126.20 € TTC
- Pour la mission SPS (Sécurité, Protection de la Santé), la société QUALICONSLT pour un montant de 900 € HT soit 1080 € TTC

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- retient l'entreprise EIFFAGE pour la réalisation des travaux de voirie de la rue de la Charbonnerie, pour un montant HT de 173 438.50 €, soit 208 126.20 € TTC.
- retient la société QUALICONSLT pour la réalisation la mission SPS (Sécurité, Protection de la Santé), pour un montant de 900 € HT, soit 1080 € TTC
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2014-044. CHOIX DES ENTREPRISES TRAVAUX PRESBYTÈRE.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 3 septembre 2012, il a été décidé de réhabiliter l'ancien Presbytère situé rue Saint-André. Cette décision s'inscrit dans l'axe n°1 de développement urbain de la ville adopté en juillet 2012. Le plan de financement du Presbytère a été approuvé par délibération du 11 février 2013.

Madame le Maire explique au Conseil Municipal qu'une consultation a eu lieu pour choisir les entreprises qui vont effectuer les travaux de rénovation. Le marché est alloué en 10 lots.

35 entreprises ont répondu à l'appel d'offres.

La Commission d'Appel d'Offres à Procédure Adaptée, a ouvert les plis le 13 février. L'agence MAES, architecte, a procédé à l'analyse des offres. La Commission s'est réunie le 20 mars 2014 pour examiner les offres et leur analyse, ainsi que les offres de mission SPS (Sécurité, Protection de la Santé) pour ce chantier. La commission propose de retenir les offres suivantes :

Lot	Entreprise retenue	Classement et note	Montant HT	Options montant HT	Total Montant HT
1-Gros Œuvre	SARL Bâtiment du Val d'Indrois	1 88/100	76 321.76 €		76 321.76 €
2-Charpente Bois	SARL Billault	1 83/100	17085.03 €	3553.50 €	20638.53 €
2.1-Couverture Zinguerie	SARL Billault	1 84/100	34903.87 €	1541.91 €	36445.78 €
3-Menuiserie Bois	SARL Menuiserie Lespagnol	1 80.70/100	43212.06 €	7393 €	50605.06 €
4-Plâtrerie Cloisons Doublages	Touraine Plaquiste	1 85.83/100	28146.03 €		28146.03 €
5-Carrelage Faïence	SARL Magalhaes	1 76/100	20 989.43 €		20 989.43 €
6-Peinture	Patrick Gadin	1 77.12/100	22 576.89 €		22 576.89 €
7-Electricité	Bigot EURL	1 95/100	23 175.89 €		23 175.89 €
8-Plomberie-sanitaires	SAS JLJ	1 100/100	15 590.00 €		15 590.00 €
9-Chauffage Ventilation	SAS JLJ	1 100/100	17 704.00 €		17 704.00 €
TOTAL			299 704.96 €	12488.41 €	312 193.37 €

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que pour la mission SPS, 3 entreprises ont présentés leur offre. Les offres sont les suivantes :

Date de réception offre	Entreprise	Offre de base HT	Prestations
07-03-2014	Qualiconsult	1 920 €	16 visites inopinées
26-01-2014	SARL Mahoudeau	1 650 €	12 visites inopinées
14-03-2014	ATE Coordination et Sécurité	1 728 €	36 h. consacrées aux visites inopinées

Mme Pénissard annonce qu'elle s'abstient parce qu'elle souhaite que le presbytère soit conservé pour le service des Bellilociens. Elle se félicite toutefois que le presbytère reste la propriété de la commune. M. Verdier-Pinard et M. Dumont demandent des précisions sur le projet (emprunt, locataire, répartition des travaux entre 2014 et 2015, interventions sur les espaces verts, compte d'exploitation, montant du loyer).

Mme Métadier propose d'organiser une réunion sur ce sujet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions :

- Retient les entreprises ci-dessus pour l'aménagement du Presbytère pour un montant total de 312 193.37 € HT soit 374 632.04 € TTC
- Retient pour la mission SPS l'entreprise Mahoudeau pour un montant de 1 650 € HT soit 1 980€ TTC.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2014-045. PLAN LOCAL D'URBANISME : DESIGNATION DES MEMBRES DU COMITE DE PILOTAGE.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 3 juin 2013, il a été décidé de réviser l'actuel document d'urbanisme, et d'élaborer un Plan Local d'Urbanisme.

L'élaboration du PLU est conduite par le groupement URBAN'ISM-THEMA ENVIRONNEMENT choisi par délibération du 10 février 2014.

Afin de suivre ce dossier, Mme le Maire propose la constitution d'un comité de pilotage. Se proposent comme membres du Comité de Pilotage du PLU : Mme Métadier, M. Méreau, M. Dupas, Mme Bouc, Mme Marchais, M. Courmadias, M. Verdier-Pinard.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Nomme comme membres du Comité de Pilotage du PLU : Mme Métadier, M. Méreau, M. Dupas, Mme Bouc, Mme Marchais, M. Courmadias, M. Verdier-Pinard.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2014-046. PLAN D'ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS : DESIGNATION DES MEMBRES DU COMITE DE PILOTAGE.

Mme le Maire rappelle que l'élaboration d'un Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE) est obligatoire, selon la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005.

Le PAVE fixe les dispositions qui permettent de rendre accessible aux personnes à mobilité réduite les circulations piétonnes et les aires de stationnement. Un stagiaire travaille uniquement sur ce dossier du 17 mars 2014 au 20 juin 2014.

M. Verdier-Pinard demande quelles sont les obligations en matière d'accessibilité.

Mme le Maire explique que par délibération du 8 octobre 2013, il a été créé un Comité de Pilotage pour suivre ce dossier. Les élections municipales du 23 mars 2014 rendent nécessaires la nomination d'un nouveau Comité de Pilotage.

Mme le Maire propose comme membres du Comité de Pilotage du PAVE :

- Six conseillers municipaux :
- deux représentants des associations qui en feront la demande,
- le Chargé de mission "mobilité" du Pays Touraine Côté Sud,
- l'Architecte des Bâtiments de France ou son représentant,
- le Secrétaire de mairie,
- le responsable des Services Techniques de Beaulieu,
- un représentant du Service Territorial d'aménagement du Sud-Est (Conseil Général).

Le Stagiaire en charge du PAVE assistera le Comité de Pilotage jusque fin juin.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité:

- Nomme comme membres du Comité de Pilotage du PAVE : M. Dupas, Mme Bouc, M. Berthault, Mme Léger, Mme Marchais, M. Dumont.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2014-047. DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU CONTRAT DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le Contrat Départemental de Développement Solidaire est un dispositif du Conseil Général d'Indre-et-Loire s'inscrivant dans la politique d'aménagement du territoire. Le CDDS est négocié entre le Conseil Général et les collectivités territoriales. L'actuel CDDS couvre la période 2014-2016. Le CDDS est ventilé en 3 volets. La demande initiale portait sur la réfection de la toiture des services techniques.

Conformément au volet n°3 du CDDS applicable sur le territoire de Loches Développement, Mme le Maire propose au Conseil Municipal de demander une subvention pour la réfection de la rue de la Charbonnerie selon le plan de financement suivant et de renoncer au titre du CDDS à la réfection de la toiture des services techniques:

Désignation	Dépenses HT	Dépenses TTC	RECETTES
Travaux	173 438.50 €	208 126.20 €	
Conseil général / CDDS			4 386.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide, au titre du CDDS, de remplacer le projet de réfection de la toiture des services techniques, par le projet de réfection de la rue de la Charbonnerie.
- Approuve le plan de financement ci-dessus.
- Sollicite du Conseil Général une subvention dans le cadre du Contrat Départemental de Développement Solidaire.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2014-048. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU TERRAIN 24 RUE BASSE.

Mme le Maire informe de Conseil Municipal que Mme BESNARD a sollicité la mise à disposition gratuite de la prairie située 24 rue Basse cadastrée section N°AB 300, d'une superficie de 11 235 m², afin d'y faire paître des chevaux. Mme BESNARD s'engage à entretenir le terrain et fait son affaire de la clôture et des sujétions potentielles. L'accès au terrain se fait par la parcelle AB n°299 (24, bis rue basse).

Mme le Maire propose de signer une convention de mise à disposition gratuite pour une durée d'un an renouvelable (jointe) avec Mme BESNARD.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide de mettre à disposition le terrain décrit ci-dessus à Mme BESNARD pour y faire paître des chevaux
- Autorise Mme le Maire à signer la convention de mise à disposition du terrain et tous documents nécessaires.
- Sollicite du Conseil Général une subvention dans le cadre du Contrat Départemental de Développement Solidaire.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2014-049. BAIL PRECAIRE « LES JAVANAISES ».

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 10 février 2014, il a été décidé de louer un terrain communal situé aux Viantaises, cadastré section AC n°237 partie, à la SAS Les Javanaises ou à sa gérante pour l'implantation d'activités économiques et culturelles estivales.

La délibération mentionnait une location d'une durée d'un an. Le locataire demande que la durée soit portée à 23 mois.

M. Verdier-Pinard demande où en est l'avancement de la guinguette. Mme le Maire précise que le permis de construire est en cours d'instruction et que les travaux de mise en état du terrain ont débuté.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter cette demande.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Accepte que la durée du bail de location du terrain des Viantaises à la SAS Les Javanaises ou à sa gérante soit portée à 23 mois
- Dit que les autres conditions énumérées dans la délibération du 10 février 2014 resteront inchangées, notamment le loyer annuel de 500 €.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2014-050. REFORME DES CANTONS.

Mme le maire rappelle que le journal officiel de la République Française a publié le décret n° 2014-179 du 18 février 2014 portant révision de la carte cantonale pour département d'Indre-et-Loire.

Au niveau local, l'absence de consultation et de concertation avec les maires du département se fait cruellement sentir dans le découpage adopté. Sur notre secteur rural, le nouveau canton de Loches regroupe les anciens cantons de Loches et de Montrésor, plus la commune de Saint-Senoch (ancien canton de Ligueil). Toutes les communes concernées font partie des Communautés de Communes de Loches Développement (CCLD) et de Montrésor (CCM). Toutefois, contre toute logique, la commune de Cormery, membre de la CCLD, est rattachée au canton de Bléré.

Pourtant Cormery ne partage rien avec celui-ci. Son bassin de vie est orienté vers la vallée de l'Indre, colonne vertébrale de la CCLD, et non vers la vallée du Cher. Ses axes de communication sont orientés vers Loches et non vers Bléré. Son développement économique se fait sur le Node-Park de Touraine, dépendant de la CCLD.

Aussi, Mme le maire propose de déposer un recours et de demander au Premier Ministre de procéder au retrait du décret n°2014-179 du 18 février 2014 portant révision de la carte cantonale d'Indre-et-Loire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 18 voix pour et 1 voix contre (M. Dumont) :

- Décide de déposer un recours et de demander au Premier Ministre de procéder au retrait du décret n°2014-179 du 18 février 2014 portant révision de la carte cantonale d'Indre-et-Loire
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2014-051. REMBOURSEMENTS DIVERS. ANNULÉ

INFORMATIONS DIVERSES :

- Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable à la déclaration d'intérêt général des travaux du Contrat Territorial de l'Indre Amont. Le dossier est disponible en mairie, à la CCLD et sur le site internet de la CCLD.
- Présentation des différentes commissions de la CCLD.
- Recueil des actes administratifs du SDIS disponible à la Préfecture.
- Mme le Maire donne lecture du texte suivant :

Se taire, répondre ?

Se taire, ne pas répondre, n'est-ce-pas quelque part encourager les pratiques de bas étage? Ce n'est, en tout cas, pas un modèle à transmettre !

Ma famille, mes amis et moi-même avons fait l'objet d'une campagne de calomnies qui s'est traduite par un tract collé sur les murs de la ville la veille des élections. Au-delà d'une pratique anti-démocratique, le procédé est d'une grande lâcheté car non signé et affiché trop tard pour pouvoir y apporter un démenti formel. Un tract diffamatoire, voire pervers, car transformant des faits normaux en un tissu de mensonges.

J'ai toujours aimé Beaulieu que nous avons choisi d'habiter il y a plus de 20 ans. Que nos fils partagent cet attachement me semble rassurant; qu'ils envisagent d'y jeter l'ancre est une satisfaction que de nombreux parents nous envient.

Je me félicite en tant que maire que de nouveaux habitants fassent construire sur la commune, et si mes enfants participent également à ce développement, c'est une fierté supplémentaire. A tous ceux que la fumée de la diffamation ferait douter, je rappelle que tous les permis de construire sont consultables en mairie. Sous le contrôle de la sous-préfecture, lesdits permis sont, sans exception, instruits non par le maire, mais par la Direction Départementale des Territoires, avec l'Architecte des Bâtiments de France. Grâce à leur efficacité, les permis sont délivrés rapidement, ce qui permet aux entreprises de commencer rapidement les chantiers, participant ainsi à la relance de l'économie de la construction.

Ce tract, au-delà des calomnies (et de ses nombreuses fautes d'orthographe et de français!!) exprime une haine de l'esprit d'entreprise, mais aussi des services de l'Etat à travers la citation offensante visant Philippe Méreau, géomètre du cadastre, qui s'est dévoué à la commune depuis de nombreuses années.

Ce papier traduit enfin la haine de la réussite par ses injures envers Jérôme Tarnier, dernier maraîcher de Beaulieu et son entreprise familiale qui perdure de père en fils depuis quatre générations. Je ne peux que me réjouir de cette prospérité qui traduit un travail quotidien soutenu.

Je compte sur tous les Bellilociens pour être acteurs de la vie quotidienne et de la vie politique dans le respect des valeurs de la démocratie, si durement acquise au cours de notre histoire, par respect pour ceux qui se sont battus pour son avènement.

Sophie Métadier, Maire de Beaulieu-lès-Loches, le 6 avril 2014

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que les personnes visées par ce tract ont porté plainte contre X. L'enquête est en cours. M. Verdier-Pinard fait part de son désaccord sur ce tract et soutient la démarche engagée.

Fin du Conseil à 23h30

Prochain Conseil Municipal le 5 mai 2014 à 19h30.

Le Secrétaire,

M. Philippe MÉREAU.